

2 Politique

Visite du ministre des Affaires étrangères dans les représentations diplomatiques et consulaires gabonaises/ Étape de Paris

Les axes d'actions prioritaires de Nelson Messone

SM

Libreville/Gabon

Le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération, de la Francophonie et de l'Intégration régionale, chargé des Gabonais de l'étranger, Noël Nelson Messone, vient d'entamer une visite des représentations diplomatiques et consulaires du Gabon. L'ambassade du Gabon en France a constitué, samedi, la première étape de ce périple. Occasion pour le chef de la diplomatie gabonaise de prendre connaissance des lieux avant de s'entretenir avec les personnels diplomatiques, consulaires, administratifs et techniques exerçant dans ce pays ami.

Cette rencontre a été l'occasion pour Nelson Messone d'informer l'ensemble des agents sur les principaux axes d'actions prioritaires du département ministériel qu'il dirige. Il s'agit notamment de contribuer à la mise en œuvre des actes du Dialogue politique d'Angondjé et au Plan de relance de l'économie (PRE). Ceci, afin de rendre l'administration plus performante. De même, il n'a pas manqué d'insister sur la promotion des principes et valeurs indispensables pour le renforcement de l'éthique professionnelle. Cette exigence, a-t-il laissé entendre, doit conduire à faire la chasse au gaspillage et à in-



Le ministre des Affaires étrangères, Noël Nelson Messone, (3e de droit à gauche) s'adressant...



Le chef de la diplomatie accueilli, à son arrivée, par l'ambassadeur du Gabon en France, Flavien Enongoue.



... aux personnels et autres compatriotes exerçant en France.

sister de faire plus avec moins de moyens. Non sans oublier d'insister sur l'obligation de l'administration d'être au service de tous les compatriotes, sans distinction aucune. De ce fait, il a invité les uns et les autres à

être de véritables défenseurs de l'image du Gabon à l'extérieur.

Pour sa part, le Consul général du Gabon en France, Jean-Louis Kombila, a surtout fait état des actions menées jusqu'ici, par son

administration. Entre autres, l'opération d'identification des Gabonais de France. Il a souligné la nécessité de la poursuivre afin de parvenir à la constitution d'un fichier complet. Et de préciser qu'à ce jour,

ladite opération a permis d'identifier sept-mille (7 000) compatriotes sur un peu plus de treize-mille (13 000) qui y vivent. Aussi, en a-t-il profité pour soumettre au ministre de tutelle, les difficultés auxquelles

est confronté son service. L'ambassadeur Haut représentant du Gabon en France, Flavien Enongoue, a, de son côté, fait état de certaines actions qu'il a déjà entreprises, depuis son arrivée dans la capitale française. Conformément au contenu de la Lettre de mission prescrite par le président de la République Ali Bongo Ondimba. Parmi ces actions, on note l'ouverture de la bibliothèque de "l'Ogooué" et la mise sur pieds du service économique de l'ambassade. Enfin, le diplomate gabonais s'est dit satisfait du renouvellement du personnel diplomatique. Non sans rappeler les attentes de cette représentation diplomatique visant un fonctionnement plus efficace des services placés sous son autorité. L'initiative du chef de la diplomatie gabonaise devrait s'étendre à d'autres missions diplomatiques de notre pays.

Opposition/Rentrée politique de l'Union nationale Zacharie Myboto décline sa vision du pays

C.O.

Libreville/Gabon

Pour le président de l'Union nationale (UN), la "situation est des plus alarmantes" et nécessite que tout un chacun prenne conscience des exigences de l'heure.

L'UNION nationale (UN), parti politique se réclamant de l'opposition dite "radicale" a effectué sa rentrée, vendredi dernier, à son siège national, sis au quartier Ancienne Sobraga, dans le 2e arrondissement de la commune de Libreville. C'était en présence, entre autres, des représentants des formations politiques membres de la Coalition pour la nouvelle République (CNR) et de nombreux militants de l'UN. Occasion pour le président de ce parti politique, Zacharie Myboto, de dresser un diagnostic sur la situation de notre pays. Et le moins que l'on puisse dire est que, à ses yeux, il y a péril en la demeure. D'autant que, a-t-il avancé, "le Gabon est confronté à une crise multi-



Vue partielle de l'assistance.



Le président de l'UN, Zacharie Myboto, lors de son intervention.

forme sans précédent". A en juger notamment, selon lui, par la "faillite du système éducatif", "le détournement de la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (Cnamgs) en instrument de propagande au détriment des résultats attendus par les Gabonais", "la répression et la privation des libertés", la "séquestration arbitraire des personnalités politiques", "le délitement du tissu économique de notre pays à travers

les licenciements et fermetures d'entreprises", etc.

Autant de maux qui, a-t-il précisé, "ne sont que la conséquence de la mauvaise gouvernance actuelle" dont les ressorts remonteraient au 3 septembre 2009. Date à laquelle, "un pouvoir autoritaire, d'une brutalité jamais observée auparavant, s'est imposé au Gabon et aux Gabonais", a-t-il martelé. Tout en ajoutant que depuis lors, "la violence d'État s'est installée

dans notre pays et ne l'a plus jamais quitté".

Puis, le président de l'UN est longuement revenu sur "la nuit effroyable du 31 août 2016". "Des événements douloureux et dramatiques qui ont fondamentalement modifié le regard des Gabonais sur eux-mêmes et sur leur pays. Et qui ont marqué la rupture du Pacte social". En témoignent, a-t-il poursuivi, par le fait que "l'ensemble des institutions, au premier rang desquelles la

Cour constitutionnelle, ont été détournées de leur mission. Mais également la rupture du lien entre les femmes et les hommes en armes et le peuple".

Quelles solutions pour sortir de cette situation ? "La vérité, l'éthique et la morale sont les réponses à la crise profonde que traverse notre pays. En responsabilité, chaque Gabonais et Gabonaise, quel qu'il soit, et de quelque bord qu'il soit, doit prendre conscience

de cette exigence. C'est la vérité qui ouvre la voie à la justice, et c'est la justice, et la justice seule, qui permet le pardon", a-t-il clamé. Non sans s'être félicité du récent vote d'une résolution sur le Gabon par le Parlement européen, tout en réaffirmant l'ancrage de sa formation politique dans la Coalition pour la nouvelle République et la détermination de l'UN à œuvrer à "l'installation de la démocratie dans notre pays".